



SETTIMANALE CORSU
SETTIMANALE CORSU
D'INFORMAZIONE
D'INFORMAZIONE



PETIT COMMERCE

LE NUMÉRIQUE À LA RESCOUSSE

P5 À 7

Illustration d'après une photo de Claire Giudici

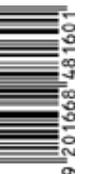
1,60€



ENDOMÉTRIOSE

LE POINT
EN CORSE
P 21 À 23

KAMPÀ P2 • ÉDITO P3 • OPINIONS P4
EN BREF ET EN CHIFFRES P9
PATRIMOINE P10
STÀ IN CASA P24 • SOCIÉTÉ P25
CARNETS DE BORD P26
ANNONCES LÉGALES P11



S E M P R ' À F I A N C ' À V O I

PROMO!

MÉPRIS
ABSURDE
AUTORITARISME
BÉTISE
MENSONGE
ARROGANCE
ARBITRAIRE

IMPUNITÉ
POLICIERE

LE BON CÔTÉ
 DE LA CHOSE,
 C'EST QUE
 ÇA FREINE
 LES ACHATS
 D'IMPULSION.



NON ESSENTIEL

~~**ÉCOUTE**
BON SENS
RESPECT
COHÉRENCE
DÉMOCRATIE
DROITS~~

KAMPA

SOMMAIRE À LA UNE

ÉCONOMIE

PETIT COMMERCE,

LE NUMÉRIQUE À LA RESCOURS P5 À 7



OPINIONS

ÉCO **VIBRATIONS POSITIVES**

EN BREF ET EN CHIFFRES

PATRIMOINE **UNE FERME ROMAINE À LUCCIANA**SANTÉ **ENDOMÉTRIOSE, LA PRISE EN CHARGE EN CORSE**SOCIAL **BUDGET DES MÉNAGES, DE PLUS EN PLUS DIFFICILE**

STÀ IN CASA

POLITIQUE **CARNETS DE BORD**

ANNONCES LÉGALES

P4

P8

P9

P10

P21

P24

P25

P26

P11

ICN INFORMATEUR CORSE NOUVELLE

TM

RÉDACTION

Directeur de la publication – Rédacteur en chef:

Paul Aurelli

(Heures de bureau 04 95 32 89 95 – 06 86 69 70 99)

journal@icn-presse.corsica

Chef d'édition:

Elisabeth Milleliri

informateur.corse@orange.fr

(Heures de bureau 06 44 88 69 40)

1^{er} secrétaire de rédaction:

Eric Patris

eric.patris-sra@icn-presse.corsica

(Heures de bureau 06 44 88 66 33)

BUREAU DE BASTIA

1, Rue Miot (2^e étage), 20200 BASTIA

• Secrétariat Bernadette Benazzi

Tél. 04 95 32 04 40 (Heures de bureau 06 41 06 58 36)

gestion@corsicapress-editions.fr

• Annonces légales Albert Tapiero

Tél. 04 95 32 89 92 (Heures de bureau 06 41 58 40 23)

AL-informateurcorse@orange.fr

CorsicaPress Éditions SAS

Immeuble Marevista, 12, Quai des Martyrs, 20200 Bastia,

Tél. 04 95 32 89 95

Société locataire-gérante des titres et marques

Principaux associés: PA, JNA, NCB, JFA, GA, AG, RL, PMLD.

IMPRIMERIE

AZ Diffusion 20600 Bastia • Dépôt légal Bastia

CPPAP 1020 C 88773 • ISSN 2114 009

Membre du SPHR

Alliance de la Presse d'Information Générale

Fondateur Louis Rioni

À MODU NOSTRU

À pelu è senza viziù

U prima cunfinamentu ùn bastava micca, ci ni vulia un sicondu pà metta à caternu ancu di più i cummerci micca ricunnisciuti com'è «essenziali» da u governu francesi. U scempiu ecunomicu, dighjà tamantu par i so proprietarii, hà da impeghjuriscia è i cunsiquenzi prumettini d'essa sprupusitati. Un mesi è mezu nanzu à Natali, a spiranza di passà una fini d'annata sirena pà ssi cummir-cianti, ma dinò pà i settori di l'artigianatu è di a cultura, s'hè alluntanata. Tandù, s'ellu ùn ci hè più tant'affari à perda, cosa li ferma? Pà lampà una chjama è fà riagiscia u puteri centrali di pettu à a so situazioni pessima, sò numarosi dipoi cal-chi ghjornu, in cuntinenti ma dinò in Corsica, à fassi veda cù un'azzioni abbastanza forti: quilla di spugliassi, di prisintassi nudi, ch'elli s'ghini i patroni o l'impiegati. È iè, ancu inde a nostra isula, malgradu una certa ritinuta chì ci caratterizeghja da sempri. Sti ritratti fiuriscini nant' à i reti suciali, dopu un'iniziativa nata grazia à una fotograffa di Lorraine. È tuttu hè crisciutu assai in furia, cù una tela chì s'hè tissuta senza piantà intornu à un hashtag. Una manera ultima di luttà pà a so salvezza, chì hà trovu un ribombu trimendu inde a pupulazioni. Tutti sti profiziu-nali di «siconda zona», à senta u governu di Jean Castex, si ponini ssa dumanda scema: «saremi menu impurtanti cà a grandi distribuzioni?» S'ellu si parla assai di privazioni di libertà pà ciò chì tocca à i surtiti è à i sfarenti mumenti di piacè, a libertà d'intraprenda è di travaghjà ùn hè micca menu significativa. Ci hà da vulè ad aspittà torna ghjorni è ghjorni chì quilli chì ci «cumandani» pighjessini, o micca, decisioni novi, fighjulendu l'evoluzioni di a situazioni di a Covid-19 in Francia. Ci n'hè d'altri chì ani sempri fattu tuttu pà rispittà i misuri sanitariii ind'i so lochi è chì, fatt'è fini, si sò fatti bastunà.

Ed elli, chì si ritrovani à pelu, ùn poni più aspittà ■ Santu CASANOVA

Vous aimez écrire et/ou prendre des photos ?

Vous avez une bonne connaissance de la vie publique, culturelle, associative et sportive dans votre bassin de vie?

Vous souhaitez mettre en lumière les initiatives qui y voient le jour?

Vous vivez en Centre-Corse, dans le Cap, la région de Vico, celle de Bonifacio ou le Sartenais?

REJOIGNEZ L'ÉQUIPE CLP D'ICN

Écrivez-nous: journal@icn-presse.corsica

GRATIS PRAUD DEO

EN LIBERTÉ

Après les iris de Van Gogh, les nymphéas de Monet, Pascal Praud, mettant à profit son *Heure des pros* du 11 novembre, nous a brossé, en direct, ses soucis. Non sans nous offrir en prime son *Impression soleil couchant*, qui, si on n'y prend garde, ne se relèvera pas. Spontanément, le petit maître nous a révélé sa source d'inspiration. À savoir les mots d'Edouard Philippe, le 21 octobre, lors de son audition en commission d'enquête parlementaire Covid-19. L'ex-Premier ministre fustigeait une déplorable manie visant à traîner vers les bois de justice les plus hauts décideurs de la nation. Erreur funeste, de nature à conduire ces malheureux à rompre leurs vœux, renoncer à leur sacerdoce et par là même à priver de leurs incomparables lumières des ingrats de notre acabit. Praud, pénétré à corps défendant par l'importance du moment et ne pouvant cacher douleurs et trouble, se mit alors en devoir d'adjurer les peuplades iconoclastes de bien prendre conscience des effets «dévastateurs» de «ça!» Voulait-il mettre l'accent sur les prémices d'une guerre de religieux? Évoquait-il à mots couverts le fléau de la Covid-19 qui s'abat encore et toujours en cet admirable royaume désormais leader européen quant au nombre de cas? Nous invitait-il à tirer ou pousser le char de l'État tout en nous exhortant à réfléchir sainement sur les conséquences d'une crise médico-économico-sociale aggravée par le cycle confinement-déconfinement? S'était-il fixé pour mission d'alerter le guet, exhorter ban et arrière-ban à courir en masse aux frontières pour bouter hors les barbaresques déguisés en réfugiés politiques?

Pris de pitié face à tant de muettes interrogations, Praud, toujours prêt à faire reculer l'obscurantisme, se penchant alors légèrement et de biais dans une attitude qui lui est chère, ôta ses lunettes à la Julien Cohen - autre omniscient de la brocante, grand penseur de Rodin en pur règle - pour esquisser le tableau calamiteux de la pénurie future. Non pas celle de PQ mais de personnel politique. Car quel homme politique acceptera demain d'assurer les plus hautes charges, s'il est sans cesse tenu pour responsable de ses actes? En vérité, qui pourrait accepter pareil contrat léonin? Inutile de compter sur les jeunes : des veaux de concours agricole toujours sous leurs mères et ravis de cocooner dans leurs petits boulots chez McDo ou Deliveroo. N'attendez rien de plus des chômeurs en fin de droit, stakhanovistes stipendiés du farniente qui ne sauraient déchoir en acceptant un CDI. N'espérez rien d'une main d'œuvre étrangère. Lors, ce triste constat enregistré, ayons le courage de le dire tout haut : demain, pour la modique somme de 15140€ brut par mois, assortie de quelques misérables privilèges, jamais un être sain de corps et d'esprit, fût-il nourri, logé et même blanchi par les tribunaux, n'acceptera de se sacrifier pour assurer les charges au plus haut de l'État. Ainsi nous mit en garde Praud le preux, figure de proue des pros. ■ *Paulu Santu MUSÉ-PUGLIESI*

Au nom des pères

Au nom des pères symboliques. Des catholiques se retrouvent devant les portes des églises pour demander la réouverture de leurs lieux de cultes pour que le temps de messes célébrées, ils puissent retrouver la première personne de la Trinité, parler au père, pour prier et pour mettre fin à leurs «souffrances» dixit le vicaire général de l'archidiocèse de Paris. Aucun jugement sur cette fervente demande, mais quelques questionnements à propos de ces prières faites un genou à terre sur la place publique, sur le silence -presque religieux- des politiques de tous bords qui hier encore s'appuyaient sur la «sacro-sainte» laïcité pour crier au diable et qui aujourd'hui ne disent mots sur ces autres manifestations de foi qui donnent lieu à des prières de rue. Autres pères, autrefois appelé compères (avec/père), en anglais nommé godfathers (dieu/ père), pour des libraires qui refusant de fermer boutique, peuvent désormais compter sur des écrivains devenus parrains pour payer amendes à leur place.

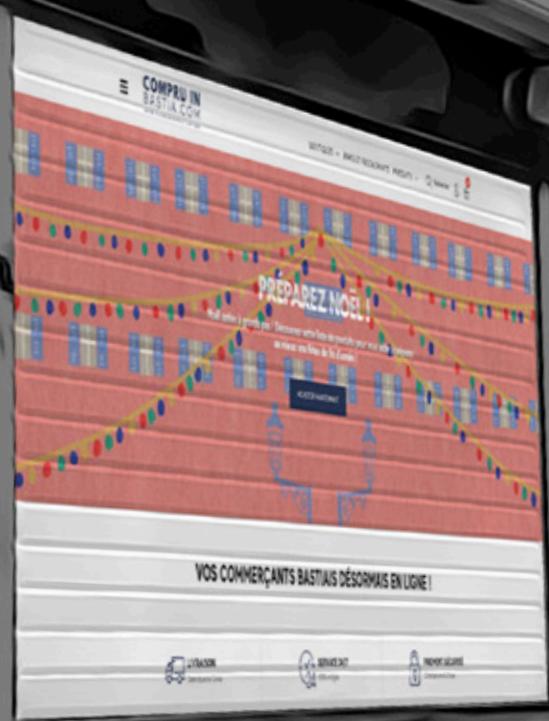
Au nom des pères imaginaires. Tout d'abord, le Père Fouettard, personnage que semble incarner Jean Castex. Tel le compagnon de Saint Nicolas, Jean, premier fidèle d'Emmanuel (autoproclamé président jupitérien, donc père de tous les pères) tente de nous apeurer en brandissant la punition de nous priver de fêtes de fin d'année. Aux enfants pas si sages que nous semblons être, il évoque la possibilité de limiter moments partagés et réunions familiales ou amicales avec ceux qui nous sont chers ou trop éloignés. Ne pas oublier non plus, cet autre père, Noël, attendu par les plus petits, source de souvenirs pour les plus grands. Le vieux bonhomme, au vu des difficultés à d'approvisionner auprès des petits commerçants de proximité et à son refus ou incapacité d'utiliser le commerce en ligne pour répondre à toutes les commandes reçues par courrier, pourrait bien cette année être une ordure s'il venait à respecter à la lettre les consignes sanitaires ; s'il préférerait rester confiner au lieu de parcourir ces milliers de kilomètres, paré d'un masque chirurgical et surtout engoncé dans un costume trop serré -à force de se gaver de pains d'épices- mais impossible à remplacer par un autre devenu introuvable puisque bien non essentiel.

Et enfin, et surtout, au nom des pères réels qui après 18 ans d'attente et une majorité de votes, pourront bénéficier à partir du 1er juillet 2021, du doublement du congé de paternité. 28 jours (dont 7 obligatoires) au lieu de 14 pour que les futurs pères puissent pouponner et paterner.

Qu'il soit éternel légendaire ou géniteur, mystique mythique ou légitime, à tuer ou à sauver, le père semble actuellement avoir une place importante dans nos petites ou grandes histoires de confinés. ■ *Dominique PIETRI*

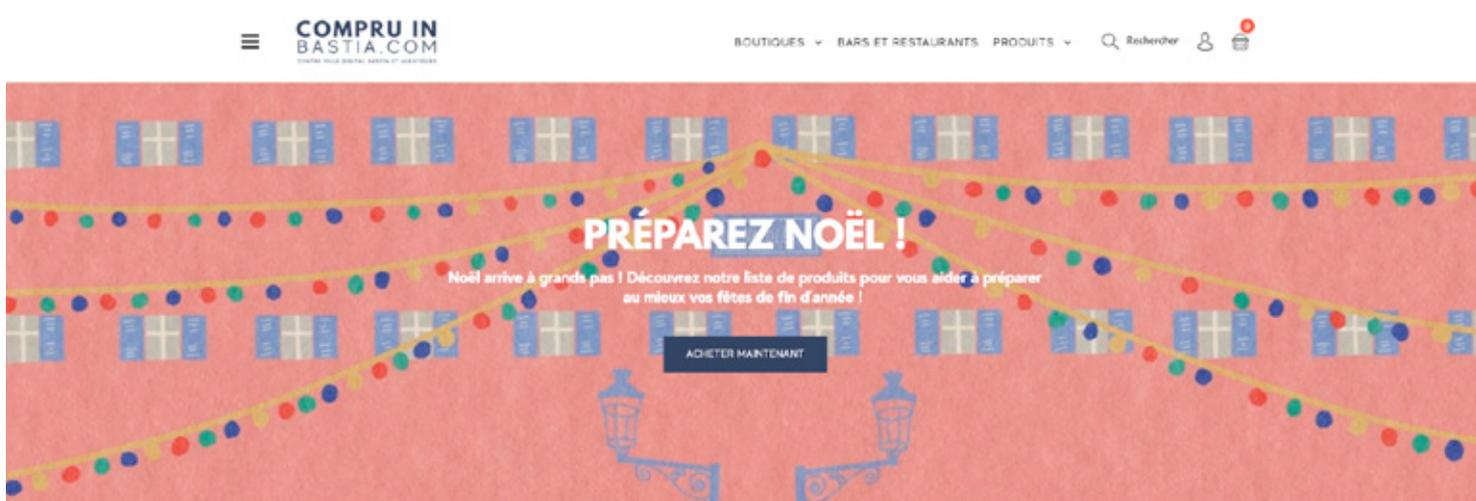
H U M E U R

LE NUMÉRIQUE À LA RESCOUSSE



Ils espéraient un assouplissement du confinement : les petits commerçants ont manifesté à Folelli, Bastia, Ajaccio...

Le 12 novembre dernier, le Premier ministre a douché leurs espoirs : avant le 1^{er} décembre, il n'y aura aucune modification. Or Noël approche. Après la sidération du premier confinement, les espoirs vite déçus d'un monde imaginé « nouveau » - plus humain, tourné vers des productions, des commerces et des services locaux - le second est fait de doutes et d'inquiétudes. Les petits commerçants redoutent le dépôt de bilan. Le numérique serait-il la solution?



À Bastia, l'Union des commerçants ouvre sa plate-forme, Compruibastia.com. Un premier pas vers le numérique. Le 27 novembre sera un Black Friday, un de ces jours de soldes massifs que l'e-commerce a mondialisés, mais possiblement un jour noir pour les boutiques physiques dont le rideau restera baissé. C'est que les grands gagnants de la crise sanitaire sont sans conteste les Gafam (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) qui dominent le marché et ont vu croître leur chiffre d'affaires: + 35% pour Amazon, + 17% pour Facebook, + 13% pour Microsoft, + 9% pour Google (Alphabet), + 4% pour Apple. Le Black Friday qu'ils ont contribué à étendre désigne, en Amérique, le jeudi suivant Thanksgiving. Les prix promotionnels affichés ce jour là – dans les échoppes et maintenant en ligne – attirent en foule les chalands qui préparent leurs achats de Noël. D'où l'angoisse des petits commerçants! «La période de Noël est cruciale, souligne Daniel Benedettini, président de l'Union des commerçants de Bastia, les boutiques réalisent entre 40 et 80% de leur chiffre d'affaires. La première vague de la Covid a été terrible, elle est intervenue au début du printemps. Celle-ci arrive au moment des fêtes: tous les magasins sont impactés. Puis il y a les bars, les restaurants, les coiffeurs, les esthéticiennes, etc. Et leurs fournisseurs. Toute notre économie! Bien entendu, l'Etat a prévu des aides, mais comment voulez-vous que ça suffise pour faire face. Il faut être prudents, respecter les mesures pour préserver sa santé et celle des autres: c'est la seule solution. Mais nous espérons avoir l'autorisation, en respectant strictement les protocoles, d'accueillir au moins un public restreint.» Au plan national, les demandes d'interdiction du Black Friday se sont multipliées. Au plan local, l'e-commerce est déjà un concurrent sérieux, même si les aléas des transports, parfois, tempèrent les choses: «Il faut quand même le souligner: quand

on commande à distance, on n'est pas toujours sûr de recevoir les colis à temps. L'année dernière, ça n'a pas toujours été simple. Nos commerçants ont approvisionné leurs établissements. Ils se feront un plaisir de satisfaire leurs clients qui repartiront immédiatement avec le produit qu'ils recherchaient.» Et, pour anticiper comme les Américains, Compruibastia.com propose un référencement des boutiques.

En effet, lors du premier confinement, les petits magasins ont été nombreux à créer une page Facebook, Instagram, un site web... Mais l'offre est dispersée. La marketplace mise en place par l'Union des commerçants avec le soutien de la municipalité, de la CCI, de la Communauté d'agglomération de Bastia, est une réponse à la crise actuelle mais surtout une solution pérenne permettant de vendre aussi en ligne. «Etant donné la situation, nous avons été amenés à accélérer les choses, poursuit Daniel Benedettini. Nous avons ouvert dès le 15 novembre: les boutiques, restaurants, coiffeurs, bars, etc. peuvent se faire connaître. Il y en a déjà plus de 70 en ligne qui présentent leur activité et font le lien avec leur page sur les réseaux sociaux ou leur site. Dans les prochaines semaines, la marketplace expérimentale ouvrira: c'est le futur centre-ville digital des commerçants et artisans de Bastia et de sa périphérie. Il est appelé à évoluer et offrira – dans les 2 ans à venir – de nombreuses fonctionnalités, notamment, pour qui arrive de l'extérieur de la ville, la possibilité de trouver une place de parking.»

Cette même formule se décline dans d'autres agglomérations. De plus, il est possible de bénéficier d'une aide d'Etat pour contribuer à la digitalisation. C'est que les difficultés ne sont pas nouvelles; si elles ont été exaspérées par la crise sanitaire, elles tiennent aux politiques ayant favorisé l'étalement urbain et le modèle de grande distribution (qui maintenant s'essouffle).



Les grands gagnants de la crise sanitaire sont sans conteste les Gafam (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) qui dominent le marché et ont vu croître leur chiffre d'affaires : + 35 % pour Amazon, + 17 % pour Facebook, + 13 % pour Microsoft, + 9 % pour Google, + 4 % pour Apple

Photo Claire Giudici

S'y sont ajoutées les modifications des comportements des consommateurs que le commerce en ligne a su satisfaire. « Les « vieux » commerçants de Bastia, les Vanucci, Battistelli, Poggi..., qui avaient pignon sur rue, l'avaient pressenti dès le début des années 2000, note Patricia Guidoni, animatrice du réseau Association progrès du managment (APM) et créatrice de l'agence de conseil en communication Agep. À l'époque, internet débutait et peu y croyaient. Pourtant, je les avais rencontrés : ils connaissaient parfaitement leur clientèle et souhaitaient savoir ce que ce média pourrait leur offrir, s'il était possible d'apporter un service supplémentaire, de satisfaire les attentes, et par là même, de fidéliser. C'était une vision véritablement moderne. Ils n'ont pas pu convaincre assez largement leurs homologues en ville, mais c'était visionnaire. Aujourd'hui, le commerce en ligne est une réalité et les Gafam incontournables. Leur réussite se positionne exactement sur le créneau qu'ils imaginaient : une parfaite connaissance de la clientèle [reposant désormais sur des ressources informatiques fondées notamment sur les données clients et facilitées par l'intelligence artificielle] permettant d'offrir un service individualisé. La politique de prix ne suffit pas, l'essentiel est dans la satisfaction de l'acheteur et dans la position dynamique du vendeur qui doit entretenir la relation par des propositions régulières répondant aux attentes et anticipant la demande. Les retards dans la digitalisation ne sont pas une spécialité insulaire : c'est le cas sur l'ensemble de la France. A fortiori dans le petit commerce où il faut être pourtant être particulièrement agile. »

De nombreuses boutiques sont donc désormais en ligne. « Et c'est très intéressant, mais un site ou une page sur les réseaux sociaux, ça risque d'être insuffisant. Là encore le maître-mot est l'agilité : le web est un univers particulier. Les grands fournisseurs d'accès mo-

difient leurs algorithmes, privilégient le référencement. Il est devenu indispensable de savoir investir dans leurs espaces publicitaires, de créer un maillage entre le site, qui devient une vitrine, et les réseaux sociaux, générateurs d'une viralité qui développent la visibilité. Ceci en conservant une action dynamique dans la relation avec la clientèle. » Irions-nous alors vers un monde tout en click&collect ? « Les modes de consommation évoluent en permanence : il suffit de relire Zola pour voir changer les choses et naître les grandes surfaces. » Pourtant, quoi de plus angoissant qu'une ville sans magasins, avec des vitrines sombres et des rideaux baissés ? « Effectivement, dit Patricia Guidoni, mais être commerçant, c'est se réinventer sans cesse. La concurrence a changé d'échelle : elle est mondiale. Les soldes, par exemple, vécues comme un moment important, n'ont plus vraiment de sens : les marques proposent 2 ou 3 collections par saison. Pourtant le match e-commerce versus commerce physique n'est pas perdu. Les deux sont complémentaires. La boutique traditionnelle offre la possibilité de voir, toucher, essayer, sentir le produit. Elle offre l'immédiateté, permet l'achat d'impulsion ». Le désir de produit local, de circuit court sont aussi dans l'air du temps. De même que l'irremplaçable convivialité d'une relation humaine. Pourtant qui irait, en plein cœur de l'été, acheter des vêtements à 15 h sous une chaleur écrasante ? Qui prendrait le risque de se garer loin des zones de chalandises pour un seul achat ? « C'est là que le commerce physique doit savoir s'adapter. En Italie, en Espagne, les boutiques ouvrent vers 10 h le matin, ferment vers 13 h 30 ou 14 h pour n'ouvrir l'après-midi que vers 16 ou 17 heures jusqu'à 21 heures. Quand les gens sont revenus du boulot ou de la plage, quand il fait bon se balader, qu'on peut boire un verre, que les vitrines sont éclairées, on est prêt à marcher un peu, on est prêt à consommer. Il faut savoir modifier les habitudes de vente. » ■ Claire GIUDICI

VIBRATIONS POSITIVES

Alors que sa boutique a elle aussi été contrainte de fermer ses portes, André Paldacci, le dernier disquaire de Corse, veut garder espoir pour la suite, dans l'attente de jours meilleurs.

Sa boutique est une institution, nichée au cœur de la rue Fesch depuis plus de 35 ans. Quel Ajaccien n'a pas franchi un jour la porte de Vibrations pour acheter le dernier opus de son artiste favori ? André Paldacci est aujourd'hui le dernier représentant des disquaires indépendants en Corse. Classé, comme tant d'autres, dans la catégorie des commerces « non-essentiels », il a dû fermer son magasin depuis fin octobre. « Au fond, qu'est ce qui est essentiel ou non ? Est ce que la musique est essentielle ? s'interroge-t-il. Il faudrait surtout se demander où le virus circule le plus : dans un grand centre commercial, les transports en commun en heure de pointe, ou dans des petits magasins comme le mien où on a au mieux un client toutes les 20 minutes ? En toute logique, il y a plus de chance de choper le virus dans une grande surface que dans une petite boutique ! ». Lucide, le 12 novembre dernier, après seulement 15 jours de confinement, André Paldacci ne s'attendait pas à grand chose. « Dès le départ, j'avais fait une croix sur novembre », souffle-t-il un peu las. Pour autant, il confie volontiers qu'à ses yeux la stratégie adoptée aujourd'hui par le gouvernement est loin d'être la meilleure solution. « Dans le centre-ville d'Ajaccio par exemple, nous ne sommes que des petits et tout petits magasins. Ce genre de boutiques, on devrait plutôt nous laisser les ouvrir avec une limitation du nombre de personnes, et même au besoin des patrouilles de police pour nous rappeler à l'ordre ». Faute de mieux, le disquaire a mis en place un système de drive. Il a ainsi lancé il y a quelques mois un site internet*, même si celui-ci est surtout destiné aux « gens sur le continent ». Sa clientèle ajaccienne, André Paldacci préfère en effet l'avoir par téléphone. « J'ai besoin de ce contact. Les gens m'appellent pour me demander si j'ai reçu tel ou tel disque ou me demander conseil », sourit-il. Depuis le début du reconfinement, devant sa boutique, de laquelle s'échappent toujours quelques notes, il met aussi un point d'honneur à tourner chaque matin une vidéo pour sa page Facebook, afin de mettre en avant ses coups de cœur. De quoi susciter des envies chez ses clients en panne d'inspiration. « Je prends les commandes et les règlements à distance, et les clients passent ensuite récupérer leurs disques devant le magasin. Mais ce n'est pas une solution. On ne



Photo DR

pourra pas tenir longtemps comme cela car on ne fait pas assez de chiffre ». Désormais, il escompte rouvrir boutique début décembre, afin de limiter la casse avec les achats de Noël. Mais il entrevoit déjà de nouvelles fermetures des commerces « non essentiels » dès début 2021. « À un moment donné, il faudra bien prendre le taureau par les cornes. Ce problème de la Covid-19 est planétaire. Il faut être réaliste. Il faudrait qu'on se confine tous, mais vraiment, pour le bien-être général. Il faudrait profiter de l'hiver pour faire cela, surtout que finalement, en janvier ou février, que nos boutiques du centre-ville soient ouvertes ou non, à Ajaccio c'est souvent la même chose. Après, peut-être qu'on pourra enfin repartir ! ». En attendant, masqué derrière un bureau installé à l'entrée de son magasin, André Paldacci veut rester positif. Il refuse d'ailleurs catégoriquement de sentir son commerce menacé par la crise. Grâce à sa clientèle fidèle, même s'il ne fait pas ses chiffres habituels, il indique arriver à « sauver les meubles » avec « une petite dizaine de ventes par jour ». De quoi lui faire espérer franchir cette mauvaise passe sans trop de casse. Tandis qu'au quotidien, son activité de relais colis lui permet de préserver un peu de contact avec la population, ce lien social si cher aux commerces de proximité. ■ Manon PERELLI
* <https://cd-vibrations.com/>

LA MUSIQUE, UN SECTEUR ÉCONOMIQUE EN PLEIN RENOUVEAU

Ces dernières années l'industrie de la musique a été bouleversée. L'arrivée des téléchargements sur Internet a provoqué un effondrement des ventes de disques. Pour autant en 2019, grâce notamment au streaming, le secteur a enregistré une croissance de 5,4% en France, « mettant fin à une décennie de baisse spectaculaire », selon le Syndicat national de l'édition phonographique (Snep). « La musique enregistrée a retrouvé un business model fondé sur les revenus du streaming », indique sa synthèse annuelle. Si l'an passé, 10% de la population française avait souscrit un abonnement, les ventes de disques ont continué à baisser de - 12,8%, même si le CD reste la seconde source de revenus du marché de la musique enregistrée derrière le streaming. « Il résiste mieux en France que dans la plupart des grands marchés de la musique, grâce à la puissance du réseau de distribution physique », note le SNEP. Le vinyle connaît pour sa part un regain de popularité auprès de toutes les générations, avec des chiffres en hausse constante. ■

MÉDIAS

Face à la crise, RCF Corsica appelle au radio don

La crise sanitaire se répercute sur le fonctionnement de nombreux secteurs d'activités dont celui des médias. Plus question de réunions, de conférences de rédaction décontractées autour d'une table, comme sur cette photo prise avant que la Covid-19 ne vienne bouleverser nos modes de vie et de travail. Lancée en 2007, la radio associative chrétienne RCF Corsica n'a, depuis lors, cessé de monter en puissance, tant d'un point de vue technique que sur le déploiement de programmes et de journaux d'informations générales visant à offrir toujours plus de proximité, ou l'ouverture de nouvelles fréquences [Ajaccio: 94.5, Porto-Vecchio: 97.8 et Bonifacio: 89.2]. Ses journalistes, animateurs et techniciens produisent actuellement, au quotidien, plus de 4 heures de programmes et quatre rendez-vous d'information en direct. Certaines émissions sont religieuses, d'autres, nombreuses, ont trait à des sujets aussi divers que l'histoire, la musique, la littérature, la gastronomie, ou mettent en lumière l'action des associations et des initiatives, quelles qu'elles soient, qui contribuent à «faire avancer la Corse». Après s'être dotée d'un studio en 2011, RCF Corsica a récemment achevé son passage au numérique et, outre les fréquences qui lui ont été attribuées, on peut désormais l'écouter partout dans le monde sur Internet ou sur l'application smartphone RCF. Un lourd investissement rendu possible grâce à la générosité de ses auditeurs. Car ce sont essentiellement leurs dons qui financent la radio. Traditionnellement, pour RCF et ses 64 stations locales, en France et en Belgique, novembre est le mois du radio don. D'ordinaire, pour collecter des dons, RCF Corsica organise un loto et un concert solidaire. Cette année, la crise sanitaire rend impossible la tenue de ces événements, avec les possibles répercussions que ces annulations pourraient avoir sur les prévisions budgétaires de cette fin d'année. Dans ce contexte difficile, RCF Corsica fait appel à la solidarité des auditeurs, les invitant à maintenir leur soutien. La radio étant une association reconnue d'utilité publique, les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66 % de la somme donnée. Ils serviront à financer le matériel technique, les frais de fonctionnement de la radio et contribueront ainsi à la sauvegarde d'emplois locaux. ■ PMP



Pour donner: soit par téléphone en spécifiant bien RCF Corsica au 0810 333 777; soit en ligne sur rcf.fr; soit par courrier adressé à RCF Corsica, Évêché CS 30306 20181 Ajaccio cedex 01.

HARCÈLEMENT

L'Université de Corse lance une étude

L'Université de Corse a invité ses étudiants à prendre part à une enquête sur le harcèlement et les discriminations dont ils auraient pu être victimes ou avoir connaissance sur le campus. Entièrement anonyme, cette enquête s'intéresse également aux effets de ce phénomène et à l'opinion des étudiants à l'égard de ce que l'Université de Corse entreprend dans ce domaine. La finalité est d'abord d'acquérir une meilleure connaissance des faits de discrimination et de harcèlement dont les étudiants sont susceptibles d'avoir été ou d'être victimes. Selon une récente étude Opinion Way pour la mutuelle Heyme*, 41% des étudiants de 16 ans et plus ont déjà été victimes de harcèlement. Dans 66% des cas, les harcèlements se sont exercés dans les établissements où ils étudient, tandis que 22% des victimes ont vécu du harcèlement de rue, et 16% ont été harcelées dans les transports. Contrairement aux idées reçues, le harcèlement est souvent exercé dans le cercle proche de la victime. Dans un tiers des cas de harcèlement rapportés, l'auteur des faits était une connaissance et pour 2 victimes sur 10 il s'agissait même d'un ami. De plus, 93% des victimes déclarent que le harcèlement a eu des conséquences sur leur vie. Ainsi, 56% ont ressenti une perte de confiance en elles; 47% ont éprouvé une perte d'estime de soi; 41% ont ressenti de la peur et 40% se sont remises en question en raison de ce harcèlement. Grâce aux informations fournies par l'enquête qu'elle met en œuvre, l'Université de Corse, son comité de pilotage et sa Cellule de veille et d'écoute proposeront la mise en œuvre d'une politique de prévention des faits de harcèlement et de discrimination, un dispositif de signalement et de soutien pour les victimes et des procédures de sanctions ou de saisine des autorités judiciaires pour les auteurs. Par ailleurs, elle s'est engagée à ce que, pour chaque réponse à l'enquête un don de 1€ soit versé à l'association Aiutu studentinu. ■ PMP

*Fondée en 2019, Heyme est une mutuelle dédiée aux jeunes et aux étudiants.

Les chiffres de la semaine

390 000

euros TTC pour le réaménagement du parking Biancarello, à Ajaccio, remis en service à la mi-novembre. Entrepris en juin 2020, les travaux ont débuté avec la création d'un bassin d'infiltration souterrain de 100m³, pour éviter les débordements d'eaux pluviales. Le parking offre 80 places de stationnement - dont des places PMR à l'entrée - en dalles alvéolées, constituées de gravillons favorisant l'infiltration des eaux de pluie.

Les chiffres de la semaine

3 959

m² pour 10 000 habitants en Corse contre 2 885 m² sur le continent en 2018, soit 37,2% de plus: dans son avis du 17 novembre relatif au niveau de concentration des marchés en Corse et son impact sur la concurrence locale, l'Autorité de la concurrence confirme la très forte densité commerciale des grandes et moyennes surfaces à dominante alimentaire dans l'île et des prix à la consommation globalement plus élevés que sur le continent.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

3

millions d'euros investis en Corse par l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse au 3e trimestre 2020, pour le financement de 14 projets. Ainsi, 97% des aides soit 2,9M€ sont allés à la remise à niveau des infrastructures des collectivités en eau potable et en assainissement. Les 3% restants, soit 0,1M€, ont été dédiés à la renaturation et l'entretien des milieux aquatiques, ainsi qu'à des actions de sensibilisation des scolaires.

FOUILLES À LUCCIANA

UNE FERME ROMAINE ET SON MOULIN PRIVÉ



Réparation au plomb sur un dolium

Photo Claire Giudici

Tout autour de la cité antique de Mariana, la plaine était exploitée. En témoigne la présence d'établissements agricoles. La ferme mise au jour par l'Inrap au lieu-dit Precojo, à l'entrée nord de Casamozza, en est le parfait exemple.

Mariana doit son nom au grand général romain Caius Marius qui y installa une colonie au I^{er} siècle avant notre ère. L'importance et la richesse de la cité ne sont plus à démontrer: les fouilles réalisées en attestent. Quant aux vestiges, ils étaient encore nettement visibles au XIX^e siècle: les colonnes se dressaient du sol, comme en témoignent l'abbé Galetti dans son *Histoire illustrée de la Corse* ou Mérimée dans ses *Notes d'un voyage en Corse*. La ferme que les archéologues de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap) ont mise au jour se trouve à près de 5 km à vol d'oiseau de la cité antique. «Ce réseau de fermes est attesté depuis une dizaine d'années, remarque Samuel Longepierre, responsable des fouilles. Nous avons exploré ici environ 50m² dans le cadre de notre opération d'archéologie préventive. Notre travail devrait s'achever à la fin du mois et le terrain sera rendu à sa propriétaire qui souhaite y construire sa maison. La construction que nous avons découverte date du II^e siècle et raconte beaucoup sur la façon dont on vivait à l'époque. Elle a été construite au bord d'un petit cours d'eau aménagé, comme le révèlent les reliquats de murs de pierre bordant le lit. Les recherches de notre géomorphologue ont permis de révéler qu'il était régulièrement curé: il y a peu de traces de limon datant de cette époque.» Ce ruisseau, qui dévalait probablement des collines surplombant le site, n'existe plus. Une crue importante l'a complètement comblé dans une période plus récente. Il était, à l'époque antique, un élément essentiel de la ferme. Un canal conduisait l'eau vers le mécanisme d'un petit moulin à roues horizontales. Il n'en subsiste plus qu'une structure hydraulique rectangulaire. «C'est un exemple très rare, et unique en Corse pour le moment. Il s'agissait d'un petit moulin double qui servait à broyer du grain. Les meules,

dont nous avons trouvé de gros fragments, provenaient d'Orvieto, en Étrurie. Elles étaient entraînées par un système de pales et de cuillères.» Les meules ne devaient pas excéder 40 cm de diamètre: trop petites pour une utilisation commerciale. «Il s'agissait d'un élément de confort. On y voit un cadre sophistiqué, le désir de consommer une farine de qualité, poursuit Samuel Longepierre, et d'utiliser la force des esclaves à d'autres tâches que la fabrication de la farine.»

La partie bordant le ruisseau était consacrée à l'habitation: une vaste pièce dévolue aux activités de la vie quotidienne se dessine au sol, avec une table en tuiles plates, deux petits fours à cloche et le fond d'un dolium*, sans doute issu de récupération, servant à ranger objets ou aliments. La ferme avait une activité commerciale viticole: «Elle a périclité avec Mariana (V^e siècle environ, NDR), mais les vestiges sont bien conservés. Ils n'ont pas été endommagés par des labours postérieurs: les murs sont quasiment au ras du sol actuel. On note les fondations d'une pièce soutenue par un pilier axial. Le long des murs sont nettement visibles deux rangées de dolia destinés à contenir le vin. Certains d'entre eux, endommagés, ont été réparés par du plomb fondu coulé dans les fentes. Puis il y a le bassin, en très bon état. Il était étanchéifié par un mortier de tuileau encore présent sur des parties de murs et du fond. Il s'agit d'une cuve de décantation pour la production viticole.» Il devrait être conservé dans le jardin de la future villa. ■ Claire GIUDICI

*Le dolium (dolia au pluriel) est une grande jarre pouvant contenir jusqu'à 3000 litres. Son utilisation pour le stockage est attestée dès le I^{er} siècle avant notre ère sur le site de Palazzi, à Venzolasca. Les dolia de Precojo sont plus petits et leur contenance n'a pas encore été mesurée. Leur col est marqué de l'estampille du fabricant: elles ont été importées d'Italie. Preuve supplémentaire de l'importance du commerce à Mariana.

REPÈRES

La cité antique de Mariana – dont on peut visiter les ruines et bientôt le musée sur la commune de Lucciana – s'étendait vraisemblablement sur une vingtaine d'hectares même si les fouilles se limitent actuellement à 10% du site. L'activité commerciale, via le port qui reste à localiser, près de l'embouchure du Golo, était importante.

ENDOMÉTRIOSE

UNE MEILLEURE PRISE EN CHARGE DES PATIENTES INSULAIRES



*En France, l'endométriose touche 10% des femmes en âge de procréer,
soit 1,5 à 2,5 millions de femmes.*

*Chirurgien gynécologue à l'hôpital de Bastia, le Dr Amandine Faux
a créé le réseau endométriose Corse en 2018.*

*Elle nous en dit plus sur cette maladie encore trop méconnue
et sur la prise en charge pluridisciplinaire proposée à l'hôpital depuis 2 ans.*

Une réelle avancée pour les patientes insulaires.

Propos recueillis par Céline FORMALI

INTERVIEW DU Dr AMANDINE FAUX

Qu'est-ce que l'endométriose?

Ce sont des cellules de l'endomètre, muqueuse qui tapisse l'intérieur de l'utérus, qui se retrouvent pour une très mauvaise raison à l'intérieur de la cavité abdominale. Elles vont se développer indépendamment de l'utérus, dans le ventre. Ça peut être sur l'ovaire, auquel cas on appelle ça un endométriome ou un kyste endométriosique, ou alors dans la vessie, ou le plus souvent en arrière dans un endroit qu'on appelle le torus utérin qui est situé à la phase postérieure de l'utérus, au niveau du col. Ça peut aussi se loger de façon plus rare dans la plèvre, dans les poumons. Mais le plus souvent, c'est au sein de la cavité abdominale.

Quels sont les symptômes qui doivent alerter?

Il n'y a pas des choses spécifiques, il y a des choses qui sont évocatrices de l'endométriose. La première, ce sont des douleurs pelviennes chroniques qui sont rythmées par le cycle, les règles extrêmement douloureuses dès le début ou des règles qui deviennent de plus en plus douloureuses. Ça c'est assez typique. D'ailleurs, on a des femmes chez qui on diagnostique l'endométriose de plus en plus tôt. Les douleurs pendant les règles et de plus en plus invalidantes, c'est un signe qui doit vraiment attirer l'attention. Une autre douleur qui doit effectivement y faire penser, est celle ressentie pendant les rapports sexuels, notamment la pénétration profonde. Il faut clairement rechercher une endométriose quand il y a des signes comme cela. Ce qui est assez étonnant dans l'endométriose, c'est qu'on peut avoir des femmes très symptomatiques et qui pour autant ont une atteinte peu importante.

Concrètement comment diagnostique-t-on l'endométriose?

La suspicion se fait sur l'interrogatoire et l'examen clinique: la douleur chronique, la dysménorrhée (douleur qui précède, accompagne ou suit la menstruation) et la dyspareunie (douleurs pendant les rapports sexuels) sont vraiment les 3 signes qui font penser à l'endométriose. Après, faut-il aller plus loin dans le diagnostic? Pas forcément. Si c'est une jeune femme qui a des douleurs modérées et n'a pas forcément un désir de grossesse actuellement, ce qu'on fait c'est d'abord un test thérapeutique. On la met sous pilule si elle est d'accord, ce qui va bloquer ses règles. Si on voit que ça s'améliore, c'est un argument a posteriori pour dire probablement qu'il y a de l'endométriose. Est-ce que ça vaut le coup d'aller plus loin? Pas forcément, parce que si elle est soulagée et qu'elle est bien, on continue comme ça. Si elle n'est plus bien ou veut arrêter la pilule, à ce moment-là on réfléchit. Si après 6 mois de pilule, elle a toujours mal, alors on fait un diagnostic différentiel, on va voir au niveau urinaire, au niveau digestif, s'il n'y a rien, alors on propose une échographie pelvienne et une IRM.

Tout le monde ne fait pas l'IRM de façon correcte, il faut savoir la faire. En Corse, il y a deux endroits où on le fait, c'est ici à l'hôpital avec le Pr Bazot qui vient de l'Hôpital Tenon une fois par mois et le Dr Durand radiologue à Bastia.

La chirurgie n'est donc pas toujours la solution?

Non, elle n'est pas toujours nécessaire. On ne va pas forcément proposer l'intervention chirurgicale, car ça peut être délétère s'il n'y a pas

ENDOMÉTRIOSE CORSE

UNE ASSOCIATION POUR ALERTEUR SUR LA MALADIE

En 2016, Christelle Luciani a créé Endométriose Corse, association qui vient en aide aux femmes, qui, comme elle, sont atteintes de cette maladie.

Si les mentalités ont évolué, un grand nombre de femmes sont encore victimes d'errances de diagnostic. Grâce à l'association, Christelle entend informer et permettre une prise en charge plus rapide.

Christelle a 36 ans et vit à Corte. L'endométriose est son quotidien depuis qu'elle a 14 ans. Et son parcours médical fait froid dans le dos. Comme pour beaucoup de femmes, le diagnostic a tardé à tomber. Malgré les douleurs insupportables, les gynécologues qu'elle a consultés n'ont pas détecté cette maladie. «Lorsque j'évoquais mes douleurs pendant les règles, on me disait que c'était normal et on me donnait des anti-inflammatoires. Mais pendant ce temps, la maladie continuait de me ronger de l'intérieur», confie la jeune femme. Il a fallu attendre 2014 pour qu'on mette véritablement un nom sur ses douleurs. Mais la maladie avait déjà fait beaucoup de dégâts dans son corps. La vessie et le tube digestif étaient touchés. D'abord mise sous ménopause artificielle, elle a dû ensuite subir une intervention chirurgicale qui a duré plus de 7 heures. Depuis, elle est en invalidité. «Il m'a fallu du temps pour accepter ma maladie, mais le plus dur aujourd'hui c'est de ne pas pouvoir travailler, moi qui étais très active».

Si des traitements existent pour stopper l'évolution de la maladie, aucun ne permet d'en guérir définitivement. Un grand nombre de femmes sont, à l'instar de Christelle, dans l'incapacité de mener une vie normale, professionnelle, familiale ou intime, que ce soit pour quelques jours ou durablement. Maux de dos, douleurs pendant les règles ou les rapports sexuels, les manifestations de l'endométriose sont multiples.

Et pour Christelle, beaucoup de femmes sont diagnostiquées trop tard. «Malheureusement ça fait des dégâts irréversibles dans le corps. Alors, j'ai voulu créer l'association pour que les femmes soient prises en charge le plus tôt possible, pour que ça ne détruise

pas une vie entière. Il ne faut pas attendre. Si on a des douleurs, il faut agir de suite. Et ne pas hésiter à avoir plusieurs avis médicaux car certains médecins ne prennent pas au sérieux ces douleurs. J'en ai fait les frais».

Depuis sa création en 2016, l'association a aidé au moins 300 personnes en Corse. «Les femmes qui nous sollicitent sont perdues, isolées, affolées et incomprises. Elles ne savent pas vers qui se tourner et ont parfois du mal à en parler à leur entourage car l'endométriose touche quand même ce qu'il y a de plus intime. Depuis peu, il y a une prise en charge plus spécifique à l'hôpital de Bastia. Mais en Corse, il est encore difficile de se faire soigner. Il y a beaucoup de malades par rapport au nombre de professionnels et les délais d'attente sont longs. Et selon où l'on habite, ça se complique. Par ailleurs, je trouve qu'ici il y a un tabou qui est encore plus présent que sur le continent. Nous aimerions mettre en place un colloque à la faculté de médecine de Corte, qui réunirait des professionnels de plusieurs pays. Mais pour l'instant, nous n'arrivons pas à récolter assez de fonds. Selon les pays, le regard sur la maladie est différent, tout comme le traitement. En Belgique, par exemple, je sais qu'ils opèrent les femmes en période de règles pour enlever totalement les adhérences. En France, on est encore trop mal informé. Personnellement, si j'avais été conseillée pour pouvoir envisager la congélation de mes ovocytes, je l'aurais sûrement fait. Maintenant c'est trop tard.»

Dans l'attente, l'association est à la recherche de bénévoles pour pouvoir informer un maximum de personnes sur toute la Corse. ■ **CF Savoir + : www.facebook.com/Endocorse**

un bénéfice attendu. Ce qu'il faut voir ce sont les symptômes. Le plus souvent, c'est la douleur et l'infertilité ou les deux associés, ou encore les complications. Ce n'est pas très fréquent mais ça peut arriver. Le plus souvent l'indication opératoire, c'est effectivement quand il y a douleur avec échec de traitement médical ou alors infertilité avec échec de PMA. D'autant plus que c'est une chirurgie qui n'est pas évidente. Ici, nous opérons toujours à deux chirurgiens. C'est pourquoi l'opération on y va quand on est forcé d'y aller. On ne se jette pas sur les gens pour les opérer.

Justement, y-a-t-il un lien avéré entre l'infertilité et l'endométriose?

Il y a en effet plus de femmes infertiles dans une population d'endométriose. Après, ce sont des questions à se poser quand on voit une femme atteinte. Quel est le symptôme premier? Ça peut être la douleur, l'infertilité ou les deux. Une femme qui est jeune, on lui pose la question de ce qu'elle souhaite aujourd'hui. Un bébé ou ne plus avoir mal? La pratique de la congélation d'ovocytes est de plus en plus courante. Ici, nous travaillons beaucoup avec l'équipe de l'hôpital de la Conception à Marseille. C'est pris en charge dans le cadre d'une endométriose sévère.

La chirurgie est-elle vraiment efficace?

Oui, les études montrent que l'opération fonctionne bien. L'endométriose, quand on opère, il faut tout retirer. Si on laisse un petit morceau, les patientes auront des douleurs, ça on le sait. Après, même si on opère bien, qu'on a tout enlevé, quand l'endométriose est installée depuis plusieurs années des douleurs résiduelles peuvent arriver. Mais globalement, avec la chirurgie, on obtient quand même de bons résultats.

On entend encore beaucoup de femmes se plaindre d'un diagnostic tardif. Les mentalités ont évolué au niveau médical?

Oui. Avant on entendait souvent «vous avez mal pendant vos règles c'est normal». Maintenant, il y a quand même plus de communication par rapport à cette maladie au niveau des professionnels et les femmes sont aussi plus informées. On a de plus en plus de femmes en consultation qui ont peur d'avoir de l'endométriose et c'est une bonne raison de venir parce qu'il ne faut pas forcément faire une IRM ou opérer mais c'est bien de venir pour se rassurer. Une chose est sûre, une femme qui a des douleurs chroniques, ce n'est pas normal.

Guérit-on de l'endométriose?

Oui, à la ménopause. Sauf si des douleurs séquellaires persistent. D'où la ménopause artificielle proposée. Il s'agit de l'arrêt du fonctionnement des ovaires et donc des cycles menstruels.

En 2018, avec le Dr Thomas Darnaud vous avez mis en place le réseau endométriose Corse, en quoi cela consiste-t-il?

C'est une maladie bénigne, mais complexe. Les premiers agents de soin sont les gynécologues mais ce n'est pas suffisant, car c'est une maladie qui touche différents organes, qui est pluridisciplinaire. Donc on a vraiment besoin, pour prendre en charge les femmes dans leur globalité, de différentes spécialités médicales notamment les chirurgiens viscéraux, les urologues, les gastro-entérologues, les chirurgiens gynécologues, mais il faut aussi des médecins d'imagerie, des radiologues performants, formés à cela, car c'est une maladie qui est très spécifique, qu'un radiologue lambda ne saura pas bien diagnostiquer sur une échographie ou une IRM.

C'est pour cela que nous avons mis en place ce réseau. J'ai appelé plusieurs personnes, dans un premier temps au sein de l'hôpital puis en ville. Nous faisons des réunions tous les 2 mois, nous présentons les dossiers qui sont un peu compliqués, nous étudions les imageries ensemble. Et nous proposons des solutions ensemble. Nous sommes au moins 30 à chaque réunion. Ce réseau commence à bien fonctionner, ça facilite vraiment le diagnostic. Ce n'est plus la patiente qui voit un gynécologue et aura son irm 3 mois après... avec ce réseau, la prise en charge est beaucoup plus rapide et efficace. Je pense qu'on est dans de bonnes conditions aujourd'hui à Bastia pour opérer une grande partie des endométrioses sévères.

Quels sont vos projets avec le réseau?

Les deux problèmes actuellement sont la douleur et l'accompagnement psychologique. Nous travaillons sur la création d'un centre anti-douleur. Sur le plan psychologique, nous manquons de professionnels. Souvent, des femmes se sont senties dénigrées suite à une errance de diagnostic et ont besoin d'un suivi. Par ailleurs, nous souhaitons travailler en partenariat avec l'Hôpital Tenon à Paris, avec le Pr Darai qui va venir une fois par mois pour voir et opérer. C'est en train de se mettre en place. ■

TÉMOIGNAGES

Élodie, 23 ans

Depuis que j'ai mes règles, je souffre énormément. Il y a un peu plus de 2 ans, j'ai fait comprendre aux médecins que j'avais vraiment un problème et que ces douleurs n'étaient pas normales. Mais on me disait que ce n'était pas possible de souffrir d'une telle maladie à ce stade à mon âge. Les médecins pensaient que mes douleurs venaient des intestins. Puis après des examens, le diagnostic est tombé, il s'agissait d'endométriose profonde. Ça m'a soulagée d'avoir un diagnostic. J'ai été opérée il y a un an et aujourd'hui j'ai un traitement qui stoppe mes règles.

Au quotidien, ce n'est pas facile. Il m'arrive de ne pas vouloir sortir de peur d'avoir mal. J'ai toujours des anti-douleurs dans le sac. On manque cruellement de reconnaissance. On ne se rend pas compte à quel point nous souffrons. Cette maladie m'a gâché ma jeunesse.

Christelle, 40 ans

C'est un supplice au quotidien. Je suis réglée depuis que j'ai 10 ans et on m'a toujours dit que c'était normal d'avoir mal. Parfois, j'en arrivais même à me dire que tout ça était dans ma tête. Il y a 10 ans, j'ai consulté un professeur à Marseille et il a diagnostiqué ma maladie. J'ai été soulagée qu'on pose un nom sur mes douleurs. Il m'a opérée quelques mois plus tard. Pendant 2 ans, je n'ai plus eu de douleurs. Puis c'est revenu.

J'ai dû me faire opérer à nouveau, puis encore une fois en 2015. Et il y a quelques mois j'ai dû subir une hystérectomie. C'est très compliqué à vivre. J'ai beaucoup souffert du manque de compréhension. Aujourd'hui je me sens mieux, j'ai fait le deuil de la maternité. Je souhaiterais qu'il y ait en Corse des réunions d'information et que les médecins soient capables de diagnostiquer plus tôt. J'ai consulté beaucoup de gynécologues à Ajaccio, aucun ne m'a prise au sérieux. Il faut absolument que les mentalités changent.

BUDGET DES MÉNAGES

DE PLUS EN PLUS DE CHOIX IMPOSSIBLES

Chauffer son logement ou payer sa facture d'eau? C'est le genre de choix impossible auquel de plus en plus de ménages sont confrontés, selon le Secours catholique-Caritas France. Dans son rapport statistique annuel sur l'état de la pauvreté en France, l'association révèle que de nombreuses personnes disposent aujourd'hui «de 2 à 9€ par jour, au mieux, pour se nourrir ou s'habiller une fois leurs dépenses contraintes, comme le loyer, réglées». Une somme dérisoire avec laquelle il est bien sûr impossible de gérer un budget quotidien. «On a toujours l'impression qu'avec les minimas sociaux les familles sont en mesure de se débrouiller. Or, au regard de l'étude qu'il a faite, le Secours catholique a bien démontré que c'est impossible. Il n'y a pas suffisamment d'argent pour vivre simplement sa vie au quotidien durant un mois, souligne Germaine Bourdais, déléguée du Secours catholique en Corse. Quand on n'a pas l'argent minimum nécessaire, on ne peut pas faire de choix, on est obligé d'aller à l'essentiel, et quelquefois même s'interdire des choses elles-mêmes essentielles.» Alors que plus de 20% de la population corse vit toujours sous le seuil de pauvreté, l'association est confrontée au quotidien à de telles réalités sur l'île. En 2019, 6773 personnes ont été accueillies par les équipes de la délégation, parmi lesquelles les 25-49 ans sont majoritaires. «Dans les ménages que nous recevons, on a souvent des familles qui n'ont même pas 3€ pour vivre par jour dans le reste à vivre. Et encore, il y a aussi des situations où on est en négatif, où, après avoir payé le loyer et une seule facture, il ne reste plus rien aux familles pour pouvoir se nourrir, s'habiller et vivre au quotidien», déplore Germaine Bourdais. Des situations de très grande précarité qui frappent désormais également fréquemment les plus de 60 ans. «Ils sont de plus en plus nombreux à se tourner vers le Secours catholique car ils n'arrivent plus à s'en sortir, ajoute-t-elle. Nous constatons aussi que le nombre de familles monoparentales est un peu au-dessus de la moyenne nationale. Cela reste de plus, la population la plus en difficulté aujourd'hui au niveau de la Corse». De manière plus générale, l'étude pointe également un contexte plus que jamais marqué par l'incertitude. «Pour beaucoup, 2020 est l'année de tous les dangers» dit ainsi le rapport du Secours catholique. «On constate que des familles qui n'avaient jamais sollicité le Secours catholique sont venues vers nous car elles n'arrivent plus à s'en sortir. C'est un public qui était juste au-dessus des minimas nécessaires pour vivre qui a basculé dans la pauvreté du fait de la crise», précise de son côté Germaine Bourdais. Face à l'ensemble de ces constats, l'association plaide plus que jamais pour l'instauration d'un revenu minimum garanti inconditionnel. «Ce n'est pas possible d'avoir des personnes qui n'ont plus rien pour arriver à vivre. Il faut un minimum indispensable pour non pas faire des choix, mais simplement pour pouvoir vivre. Il faut que les politiques, à tous les niveaux, puissent appuyer cette démarche et qu'on arrive à avoir ce minimum pour que chacun puisse survivre. C'est indispensable et nécessaire. La solidarité passe aussi par cela !».

■ Manon PERELLI



0,4 %

millions de repas distribués, 875 000 personnes accueillies par les Restos du Cœur en 2019. Au plus fort du premier confinement, l'association a dû se réorganiser pour assurer «un accueil inconditionnel pour l'aide alimentaire» dans ses centres et fréquentation des distributions dans la rue avait augmenté de 40%. L'enjeu majeur de sa 36^e campagne qui débute ce 24 novembre, dans un contexte sanitaire inédit, est de continuer à faire face.

2

millions de patients souffrant de dénutrition en France, dont 270 000 en Ehpad et 400 000 personnes âgées à domicile, alerte le Collectif de lutte contre la dénutrition qui a organisé la première semaine nationale de la dénutrition, du 12 au 19 novembre. Cette pathologie ne concerne pas que les seniors: elle affecte 20 à 40% des personnes hospitalisées, dont les malades du cancer, les malades d'Alzheimer et un enfant hospitalisé sur 10.

8 %

de diminution sur le nombre de créations d'entreprises entre janvier et octobre 2020 par rapport à la même période en 2019, selon une étude réalisée par Legalstart et Flashes à partir des données Infogreffe des 50 plus grandes villes françaises. Toutefois cette baisse est contrebalancée par celle, de 12%, du nombre de fermetures. La balance créations-fermetures de janvier à octobre 2020 serait donc globalement meilleure, sur ce panel, qu'en 2019.

Puisque le confinement a été renouvelé pour une saison 2, théâtres, cinémas, bibliothèques, médiathèques et librairies (à l'exception de celles pouvant proposer un service « click and collect ») ont dû baisser le rideau.

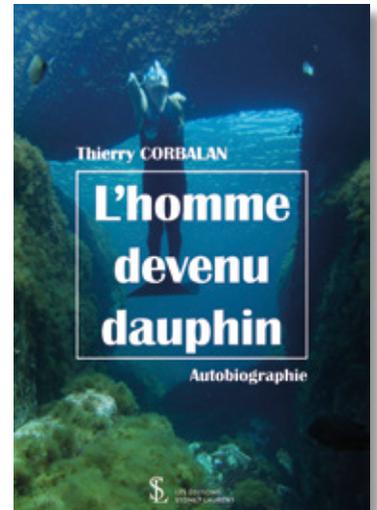
Nous tenterons cela dit de proposer chaque semaine une sélection de sites, de séries, d'ouvrages, de films ou d'initiatives qui peuvent contribuer à rendre ce re-confinement moins pénible, en attendant le retour à une vie où le « non-essentiel » a toute sa place.

L'homme devenu dauphin

C'est un livre qui se veut être « un message d'espoir pour tous ceux qui ont perdu confiance en la vie », selon son éditeur. Thierry Corbalan vient de sortir son autobiographie, 182 pages qui retracent, sous forme de questions-réponses, l'incroyable parcours de sa vie ou plutôt de ses vies. Tout d'abord, une première qui commence en 1959 ans à Oran, en Algérie. Thierry Corbalan raconte ainsi son enfance, le départ forcé de ses parents lors de l'indépendance, sa première « croisière » pour rallier Toulon, le futur à reconstruire dans cette métropole qu'il ne connaissait pas, et les difficultés rencontrées par ses parents pour trouver leur place. Dans les pages suivantes, il évoque aussi longuement sa passion de toujours, le sport, qui ne fera que prendre de l'importance au fil de sa vie. Et puis surtout, il raconte le moment où cette vie a basculé. Jeune papa pas encore tout à fait trentenaire, il est alors policier dans le sud de la France, et aime s'adonner à l'un de ses loisirs préférés, la pêche. Un petit plaisir qui va tout faire basculer, un jour de 1988 où sa canne à pêche en carbone heurte des caténaires de train. Un terrible accident, duquel il ne réchappe que de peu, mais qui va lui coûter ses deux bras. Dès lors, le jeune homme va faire montre d'une incroyable résilience. Mieux, il va même rebondir afin de reconstruire une vie « encore plus belle que celle d'avant », confie-t-il. Une deuxième chance dont il décide de profiter deux fois plus intensément. C'est le début d'un parcours hors du commun qui va le conduire à courir un marathon, un an à peine après son accident, et surtout à devenir celui que nous connaissons aujourd'hui comme le Dauphin Corse. Depuis 2009, ce sportif de haut niveau et champion au grand cœur a en effet relevé de nombreux défis aquatiques, plus extraordinaires les uns que les autres : nager au Groënland, traverser le lac Léman, ou encore faire le tour de la Corse en monopalme en sont quelques exemples. « Beaucoup de personnes me connaissent à travers ces défis, mais ne savent pas quelle a été ma vie et comment j'en suis arrivé là. C'est pourquoi j'ai décidé d'écrire ce livre, sourit Thierry Corbalan. Le message que je veux faire passer avec ce livre, c'est de montrer que jamais rien n'est impossible, que la vie peut être belle, quoi qu'il puisse arriver. » Leçon d'humanité et de résilience, ce premier ouvrage s'arrête en 2014. De quoi laisser de la matière pour envisager une suite, qui sera peut-être consacrée au dernier défi qu'il a réalisé en septembre dernier entre Calvi et Mandelieu-la-Napoule, le lieu de son accident, afin de « finir là où tout a commencé ». ■

Manon PERELLI

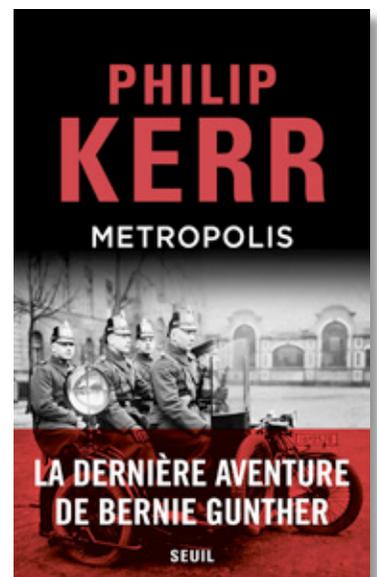
Paru aux éditions Sydney Laurent. Disponible en version papier ou ebook



Metropolis

En 1989, les amateurs de polars historiques découvraient *L'été de cristal*, du romancier écossais Philip Kerr, et faisaient connaissance avec Bernie Gunther, personnage complexe qui, sous les dehors d'un ours, tient aussi du chat auquel on prête de pouvoir connaître neuf vies. Au fil des romans que lui a consacrés Kerr, il sera en effet le jouet et le témoin désabusé de l'Histoire, des tranchées de 14-18 aux 10 premières années de la Guerre froide. Il sera tour à tour policier à la Kripo, détective privé, investigateur au Bureau des crimes de guerre de la Wehrmacht, débusqueur de nazis candidats à l'exil vers des cieux plus cléments, puis exilé lui-même, concierge dans un hôtel de la Riviera, veilleur de nuit dans une morgue berlinoise et enquêteur pour une compagnie d'assurances munichoise. Ballotté par les événements, les revirements politiques, les compromis entre ennemis de la veille et les trahisons entre alliés d'hier, il récoltera surtout des plaies et des bosses. Il est vrai que s'il a toujours aspiré profondément au bonheur et à la tranquillité, Bernie est affligé d'une tare : quoique ne cherchant surtout pas à devenir un héros, il est incurablement épris de justice et ne sait pas se taire, en tout cas pas longtemps, pas même face à Reinhard Heydrich. Et si dès 1918, il a perdu toute illusion sur la bonté de l'homme, il n'en considère pas moins devoir toujours tenter de faire ce qui est juste. Un misanthrope idéaliste, parfois presque naïf, mais heureusement pour lui et pour les lecteurs, doté d'un remarquable instinct de survie. Philip Kerr est mort en mars 2018, mais trois autres romans consacrés à Bernie Gunther restaient alors à paraître. *Metropolis* est l'ultime. Il ne nous apprend rien de plus sur le sort voire la fin de Gunther (à nous de l'imaginer) puisqu'il opère un retour en arrière. Nous voilà à Berlin, en 1928. Tout juste intégré à la Kripo, Gunther se voit chargé d'enquêter sur les meurtres de jeunes prostituées. Alors que le nazisme gagne partout du terrain, notamment dans la police, résoudre l'affaire ne semble être une priorité pour personne hormis Bernie. Que l'on affecte vite à une autre enquête : des vétérans mutilés de 14-18, réduits à la mendicité, sont assassinés. Le meurtrier écrit à la presse, se vantant de débarrasser la ville de parasites dont l'existence est le rappel constant d'une défaite que l'Allemagne doit oublier pour aller de l'avant. Une plongée dans la « Babel » de la République de Weimar, où se heurtent tolérance et haine, luxe et misère, plaisirs et souffrances, hédonisme et bigoterie, sociaux-démocrates et nazis. Et un dernier adieu à Kerr et à Bernie. ■ Elisabeth MILLELIRI

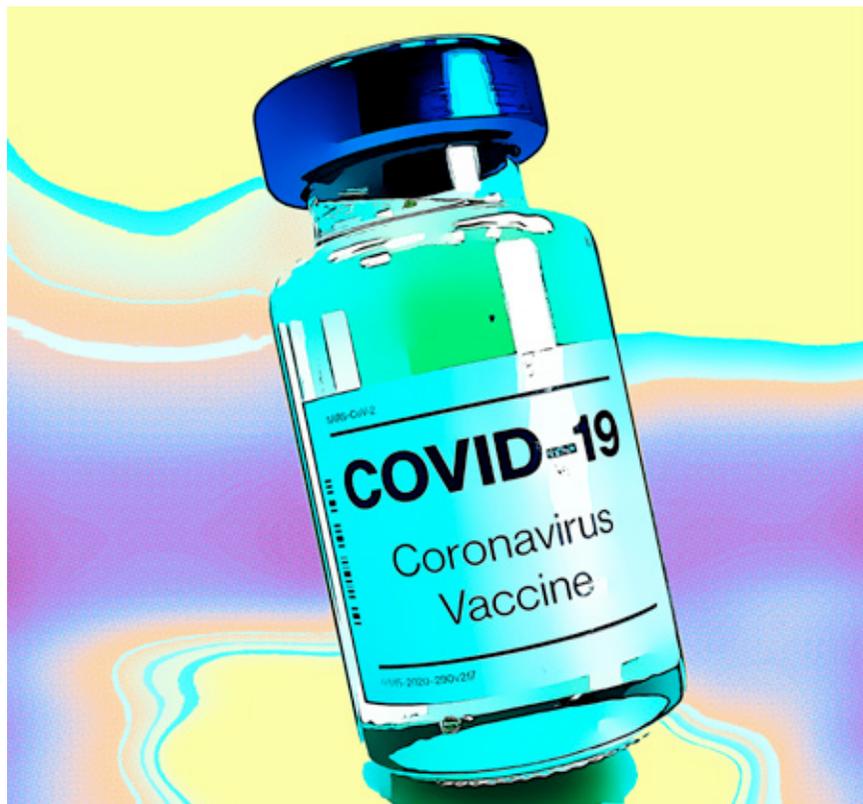
Paru aux éditions du Seuil. Disponible également en version numérique.



CARNETS DE BORD

LES ANTIVAX, BEETHOVEN ET LES ASSISES

par Béatrice HOUCARD



Vous avez aimé (ou détesté) le débat sur les masques et le débat sur les tests? Les polémiques sur le confinement 1, le couvre-feu, le confinement 2 et les infantilissantes attestations dérogatoires pour aller acheter son pain? Les attermoissements sur les produits «essentiels» ou non à notre vie confinée? Je prends les paris: vous allez aimer (ou détester) la polémique qui, à grands pas, se profile sur les vaccins.

Les vaccins contre la Covid-19 arrivent, mais une majorité de Français [54%] disent ne pas vouloir se faire vacciner, et l'anticipation gouvernementale semble une fois de plus être partie en RTT. Qui vaccinera-t-on en priorité? Qui fera les vaccins? Où les stockera-t-on? Où vaccinera-t-on? On se souvient qu'en 2009, au-delà du nombre de vaccins commandés par Roselyne Bachelot (tout le monde sait aujourd'hui qu'elle avait eu bien raison), c'est la méthode qui avait créé le malaise: le ministère de l'Intérieur ayant alors pris le pas sur celui de la Santé, les médecins généralistes avaient été écartés du processus et l'on avait vacciné dans des gymnases ou des salles des fêtes, dans une ambiance qui pouvait ne pas inspirer confiance.

Cette fois, il ne va pas falloir «se louper». Car les «antivax» vont être à la parade, avec parmi eux des médecins. Certains de ceux-ci ont commencé à instiller le doute en paradant sur les chaînes d'information toujours friandes de «buzz» en tout genre. La Commission européenne préconise de mettre en place une communication «claire sur les avantages, les risques et l'importance des vaccins contre la Covid-19, afin de renforcer la confiance des citoyens». Ce ne sera pas du luxe.

Dans la passionnante étude intitulée *2022, le risque populiste en France*, réalisée par la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol), on retrouve des données passionnantes sur ces «antivax», que l'on devrait rebaptiser «anti tout». Au chapitre de la confiance accordée aux diverses institutions et autorités du pays, la Fondapol a isolé les réponses faites par les «antivax». C'est édifiant. Exemples: 63% des personnes interrogées ne font plutôt pas ou pas du tout confiance au gouvernement, mais ils sont 81% chez les «antivax». De même, 60% ne font pas confiance au président de

la République, mais ils sont 77% chez les «antivax». Même chose pour les syndicats [65% et 69%] et les partis politiques [82% et 89%]. Sans oublier les médias [72% et 84%]. Et si 21% seulement ne font pas confiance aux scientifiques (les seuls, avec les policiers, à avoir un taux positif de confiance de la population) ils sont tout de même 36% chez les «antivax».

Au premier tour de la prochaine élection présidentielle, en 2022, 79% des électeurs «pourraient» [l'échéance est encore lointaine et le chiffre évoluera] manifester «un vote de protestation»: abstention, vote blanc ou nul, choix des extrêmes. Chez les «antivax», le pourcentage grimpe à 87%!

Sur de très nombreux sujets, on est en face d'une partie de la population qui a, d'une certaine manière, fait sécession au sein de la République, avec sans doute pas mal de «Gilets jaunes» parmi eux: des électeurs qui ne font plus confiance à personne, jugent que leur vote ne sert à rien donc ne votent plus (les séquelles du référendum constitutionnel de 2005, une fois de plus!), ne croient plus personne et font à peine confiance à leur voisin de palier. Le doute sur l'intérêt du vote atteint même de plus en plus les catégories dites «supérieures»: artisans, commerçants, cadres, chefs d'entreprise, professions intermédiaires et intellectuelles. Dans ces catégories, 37% (un pourcentage énorme) estiment que «voter ne sert pas à grand chose» car les responsables politiques «ne tiennent pas compte de la volonté du peuple».

On l'a souvent écrit ici: cette défiance généralisée progresse dans les études d'opinion depuis au moins dix ans. Doucement, mais sûrement. Comme progresse l'appel éventuel à un dirigeant à poigne. Sur fond de mondialisation mal expliquée et donc mal comprise, de réchauffement climatique, de complotisme et de crise sanitaire, la France s'enfoncé et il ne faudra pas, un beau matin de catastrophe, se réveiller en faisant mine de n'avoir rien vu venir.

Le plus étonnant, ce n'est pas qu'il y ait ici et là, lors du second confinement, un peu plus que pendant le premier, des citoyens qui ne le respectent pas et envoient au diable l'attestation dérogatoire que le monde ne nous envie pas. Le plus étonnant, et la peur de la maladie n'explique pas tout, c'est au contraire l'obéissance qui



Illustration d'après photos : Maria Lupan (Unsplash), Daniel Schiudi (Unsplash) et DR

règne, malgré la défiance générale. Comme une sorte de résignation aussi inquiétante que le reste.

UN DIMANCHE EN MUSIQUE

Le marathon n'est pas réservé aux Jeux Olympiques: dans le milieu de la culture, on s'y met aussi pour continuer de travailler et permettre d'aller au spectacle sans sortir de chez soi. Ainsi, dimanche dernier, depuis la salle Pierre-Boulez à Berlin, le maestro Daniel Barenboim s'est livré à un marathon pianistique: jouer les trente-deux sonates pour piano de Beethoven, dont on a beaucoup célébré en 2020 le 250^e anniversaire de la naissance. Soit plus de dix heures de musique!

À la veille de ses 78 ans, Barenboim jouait sans partition, de la *Pathétique* à la *Hammerklavier* en passant par le célèbre *Clair de lune*, la *Tempête*, l'*Appassionata*... Il a commencé à 14h. Allait-il s'épuiser au fil des heures, abandonner en route, s'écrouler de son tabouret? Non. Il allait d'une sonate à l'autre, sans esbroufe, avec un jeu tout en sobriété. Il avait le teint clair et les trilles limpides. Quand il a interprété les dernières notes de l'*Arietta con variazioni* de la 32^e sonate en ut mineur opus 111, les aiguilles avaient presque fait le tour du cadran et indiquaient 1h35 du matin.

Il ne s'agissait pas de juger une performance sportive mais seulement d'apprécier cette offrande musicale. Daniel Barenboim, qui aurait bien mérité le Prix Nobel de la paix pour son travail de rapprochement entre musiciens israéliens et palestiniens [jusqu'à réussir à faire jouer la musique de Wagner à Tel Aviv!] méritait cette fois, et c'était énorme, que nous l'écoutions, simplement muets d'admiration.

C'est un autre type de marathon qu'a engagé la Comédie Française, au milieu de nombreuses autres initiatives pour que le théâtre ne s'arrête pas : à tour de rôle, les comédiens maison lisent *À la recherche du temps perdu*, qui a inspiré leur spectacle *Le côté de Guermantes*, à l'affiche avant le second confinement. Ils ne lisent pas tout d'une traite mais égrainent le soir, quatre jours par semaine, les pages de Marcel Proust. Stéphane Varupenne a ouvert le feu avec «*Longtemps, je me suis couché de bonne heure*». Puis il y a eu Guillaume Gallienne, Rebecca Marder, Didier Sandre, Lau-

rent Stocker, Françoise Gillard, Élise Lhomeau. D'autres suivront, une petite heure chacun, et le tout est accessible sur Youtube et Facebook.

Au printemps, déjà, comédiens, musiciens, chanteurs et danseurs avaient payé de leur personne pour offrir, sur les réseaux sociaux, de nombreux mini-concerts, spectacles, prestations diverses. On sentait alors une certaine allégresse, la légèreté de se dire que ce confinement était un mauvais moment à passer et que la vraie vie reprendrait vite ses droits. Huit mois après, il y a davantage de gravité dans l'air.

ÉLOIGNONS LES CAMÉRAS!

C'est le mystère des faits divers: certains passent inaperçus, d'autres frappent immédiatement l'opinion publique qui se prend de passion, avant-hier pour l'affaire Marie Besnard, hier pour l'affaire Gregory, aujourd'hui pour l'affaire Dupont de Ligonès non résolue. Le meurtre d'Alexia Daval par son mari Jonathann entre dans cette catégorie. Tous les ingrédients y figurent: la disparition, en 2017, d'une jeune et belle femme de Gray-la-Ville (Haute-Saône) pendant son jogging; les parents qui font corps avec leur gendre et lancent des appels au secours; la population solidaire qui organise des battues puis, après la découverte du corps de la jeune femme, des marches blanches réunissant des milliers de personnes. En tête du cortège, avec sa rose blanche et sa rose rouge à la main, un jeune homme noyé dans ses larmes. La France pleure avec lui. Trois mois plus tard, il avouera avoir tué Alexia.

Jonathann Daval comparaît depuis lundi devant la Cour d'Assises, à Vesoul. Que la justice fasse son œuvre dans la sérénité. Si c'est possible. Car il y a aussi, dans ce genre d'affaires, les certitudes des témoins qui n'ont rien vu, les récits des avocats qui veulent passer à la télévision, les reconstitutions médiatiques qui donnent le haut-le-cœur. Et même, sur BFMTV, l'annonce d'une «série documentaire» intitulée *Daval, la série*. Stop! «*Je suis pour que la justice soit désormais totalement filmée et diffusée. La justice doit se montrer aux Français. La publicité des débats est une garantie démocratique*», a récemment déclaré le ministre de la Justice, Eric Dupont-Moretti. À sa place, on s'abstiendrait. ■

**agir
PLUS**

SOLUTION CHAUFFAGE BOIS

Bénéficiez d'une Prime économies d'énergie
jusqu'à **1 500€**

Faites votre simulation de prime et demandez un devis à
une entreprise partenaire Agir Plus sur corse.edf.fr/agirplus/



L'énergie est notre avenir, économisons-la ! - L'energia hè u nostru avvene, tenimula à contu.

Programme en faveur de la maîtrise de la demande en énergie piloté par le Comité MDE de Corse et financé par l'Etat.